

L'entretien

Marie-Roger BILOA*

*

*Propos recueillis par Hubert Fabre,
le 26 octobre 2001.*

*

Madame Biloa, quels sont les principaux handicaps que connaît l'Afrique pour s'intégrer dans le processus de mondialisation et ne pas avoir à en subir les conséquences les plus néfastes ?

Il s'agit d'une conjugaison de facteurs, d'éléments extrinsèques et intrinsèques qui expliquent la situation actuelle de l'Afrique. Sans considérer leurs effets sur les plans économique, sécuritaire, sanitaire, etc., il faut envisager cette question sous l'angle culturel. Globalement, l'Afrique est passée du Moyen-Age au XXème siècle sans période de transition. Or, s'il est vrai que l'Asie a connu le même phénomène, les pays d'Extrême-Orient surtout, ont mieux réussi à contrôler cette évolution et à maîtriser le temps. L'Afrique n'a pas encore totalement assimilé et accepté les impératifs de la vie moderne et du système libéral dominant. Avant de pouvoir respecter l'ensemble des normes qui gouvernent le système économique international, l'Afrique a besoin de temps pour trouver ses marques, fixer des repères tant philosophiques que culturels : la représentation du monde, la notion de bonheur, l'amélioration des conditions de vie. C'est fondamental car les Africains éprouvent beaucoup de difficultés à se projeter dans l'avenir ; cela ne fait pas partie de la tradition, du mode de vie de la majorité des Africains. Pourtant, il est incontestable que le développement requiert une capacité de planification, autrement dit une propension à préparer, à organiser et à gérer le long terme.

Par le passé, le développement des pays d'Afrique a toujours été le fruit d'une volonté étrangère et le fait d'un maître d'œuvre extérieur, comme l'a été en large partie l'administration des territoires. Cela n'a malheureusement pas favorisé la capacité d'assimilation et d'organisation du continent, autrement dit son autonomie. Ainsi, de nombreuses conséquences pratiques résultent de ce processus de développement issu de la colonisation d'abord,

* Marie-Roger Biloa est directrice et rédactrice en chef du mensuel *Africa International*, fondé en 1958 à Dakar. Diplômée d'études germaniques à l'Université Paris 4, elle a travaillé pour *Jeune Afrique* avant de devenir rédactrice en chef, puis de prendre la direction d'*Africa International* en 1991.

de la Guerre froide ensuite : la difficulté à appréhender la notion de marché, à s'identifier à un territoire géographique comme au mode d'évolution du pouvoir, est bien réelle pour les Africains.

Le facteur culturel joue ainsi un rôle de premier plan en matière de développement économique et d'intégration dans l'économie mondiale, qui réduit trop souvent l'action au court terme, en l'absence d'une vision globale. De plus, les pôles d'identification, autrement dit les schémas du pouvoir, sont limités à la famille, au clan.

L'exercice du pouvoir est caractérisé, entre autres éléments, par sa territorialisation, or l'inadéquation des frontières issues de la décolonisation avec la réalité ethnique des populations n'aggrave-t-elle pas les difficultés liées au poids de la tradition ?

Il ne faudrait pas tomber dans le travers qui consisterait à croire que l'ethnie pourrait constituer un élément de cohésion suffisant, un ciment identitaire pour les peuples d'Afrique ; il serait illusoire d'imaginer que des sociétés homogènes puissent se constituer en fonction de critères arbitraires. Récemment, les événements tragiques du Rwanda ou du Kosovo ont cruellement montré le danger d'une volonté de domination ethnique ; elle n'apparaît dans l'histoire que comme source de conflits et de discriminations barbares. Cela ne signifie pas pour autant qu'il faille diaboliser le facteur ethnique, ni l'exclure, ce qui reviendrait au même résultat que précédemment.

A l'époque contemporaine, les sociétés développées sont toutes de nature composite. Loin d'étouffer les minorités, elles préfèrent les accueillir, les intégrer car, telles certaines diasporas, elles peuvent se révéler un vecteur de développement et d'innovation.

Quant à l'exercice du pouvoir, il apparaît nettement que les dirigeants africains n'appréhendent pas l'intérêt national comme celui de l'ensemble des populations de l'Etat. Ici encore, c'est une question de temps, le ciment n'a pas pris comme dans la constitution de l'identité nationale des pays d'Europe. Dès lors, ils se trouvent pris dans toutes les contradictions culturelles africaines, la tradition d'une part, la modernité de l'autre. C'est pourquoi ces dirigeants ne comprennent pas les critiques et les reproches adressées à leurs bilans et à leur personne, si intimement liés. C'est le cas de Mobutu, l'ancien président de l'ex-Zaïre – aujourd'hui République Démocratique du Congo (RDC) : il n'a jamais pu admettre d'être perçu autrement que comme le bienfaiteur d'une nation, le grand ordonnateur qui conduit la destinée d'un seul

peuple, d'une seule ferveur. Pourtant, sans s'attarder sur le régime et les affaires politiques, sa gestion a toujours été menée au coup par coup et dans le cadre du clan.

La rigueur et le détachement dans l'exercice du pouvoir manquent aux gouvernants qui se succèdent depuis les indépendances, soumis, d'une part, aux influences extérieures, et d'autre part, au maillage de la politique interne, qui se construit dans la proximité.

Le paradoxe de la politique interne de très nombreux dirigeants tient en cette vision limitée au court terme alors que l'exercice du pouvoir s'étale sur de longues périodes, beaucoup plus longues que le mandat des plus hautes autorités américaines ou françaises. Cela devrait normalement faciliter la réalisation de projets à moyen ou long terme. Or, ce travail de longue haleine est essentiel pour le développement, en particulier en matière d'infrastructures.

Pourtant, le développement actuel de l'Afrique rend ces amères constatations relatives à l'exercice du pouvoir, identiques au mode de vie majoritairement répandu dans les populations, sur le court terme. Le salaire se gagne au jour le jour, d'où l'intérêt du petit commerce, celui du marché local. L'investissement lourd ne permet de vivre au quotidien, car les retours sur investissements ne sont pas immédiats et les bénéfices peuvent se faire attendre longtemps.

Ce sont les notions mêmes de pouvoir et de légitimité qui doivent être revisitées et reformulées, dans le sens d'une meilleure adaptation aux réalités africaines. Cela constitue un défi pour les dirigeants, mais à leur décharge, les débats et les réflexions ont trop souvent été menés par des personnalités étrangères, provoquant par réflexe politico-culturel plus d'immobilisme que de réelles transformations.

Les contingences externes souvent écrasantes, imposent leurs schémas directeurs bardés de conditions pour pouvoir bénéficier des aides bi- ou multilatérales. C'est le mode de fonctionnement des institutions de *Bretton Woods* et des mesures d'ajustements structurels décidées par la Banque Mondiale ou le Fonds Monétaire International. Elles rétrécissent la marge de manœuvre des autorités, en termes budgétaire et monétaire notamment. A l'échelle des citoyens cette marge se trouve encore réduite, d'où l'existence d'importants secteurs d'économie informelle. Force est de constater que dans les années 1960-1970, au sortir des indépendances, la situation des Etats africains était à certains endroits plus florissante qu'à l'heure actuelle, car les structures issues de la colonisation ont continué à fonctionner quelques temps. Mais l'essor démographique

conjugué aux facteurs précités a provoqué la faillite de cette gestion héritée du passé. Une fois encore, le facteur temps n'a pas été correctement maîtrisé, la transition n'ayant pas été assumée avec suffisamment de rigueur et d'efficacité.

Une à deux décennies ont suffi à affaiblir considérablement l'Etat et ses structures. En conséquence, certaines zones sont rapidement devenues des *no man's land* où l'Etat n'a pas la force de s'imposer, de faire appliquer ses lois.

Dans l'après Guerre froide, quelles sont les grandes influences extérieures qui perdurent sur le continent africain ? Quelles sont les nouvelles influences que subit l'Afrique, et comment agissent-elles sur le développement ?

Peut-on encore parler d'influences ? Il vaut mieux emprunter l'idée de manifestations ponctuelles et sectorielles, dépourvues d'ambition politique et vouées à l'exploitation sauvage des ressources du continent. L'exemple japonais illustre ce phénomène : en Somalie où l'Etat s'est complètement effondré, les navires de pêche japonais, mais pas seulement, russes ou coréens aussi, violent les frontières des eaux territoriales et n'hésitent pas à utiliser des mesures de coercition allant jusqu'à la destruction sans considération pour la vie des marins. Comme il n'existe pas d'Etat, aucune procédure ni aucune plainte n'étant possible en pratique, ils n'ont rien à craindre. La déliquescence de l'Etat attire ce genre de profiteurs qui exploitent les richesses de l'Afrique.

Pour ce qui concerne les Etats-Unis, en plus des sociétés commerciales qui souhaitent concurrencer les entreprises occidentales déjà établies sur le continent, c'est surtout l'influence politique de Washington qui tend à se répandre avec plus de vigueur et de force que par le passé. En Angola, en RDC, au Rwanda ou en Ouganda, les dirigeants locaux sont maintenant convaincus que les affaires publiques et les différends ne peuvent être réglés qu'avec l'assentiment de la Maison Blanche. Pourtant, les décideurs américains, par leur méconnaissance socio-politique des réalités africaines, exercent plus souvent une influence négative ; plutôt que régler les problèmes, ils ont tendance à attiser le feu qui couve toujours sous les ruines des vieux empires.

En fait, les Etats-Unis perçoivent l'Afrique comme un réservoir de matières premières qui ne doit pas demeurer la chasse gardée des anciennes puissances coloniales et de leurs entrepreneurs. Mais la politique africaine les dérange davantage qu'elle ne les sert, et les Africains, dirigeants et cadres réunis, représentent souvent des obstacles incompréhensibles qui rendent

l'accès aux richesses et leur exploitation plus compliqués ce qu'ils imaginaient dans leur *business plan*.

Sur le plan de la politique interne des Etats-Unis, la fraction noire de la population, qui, après bien des combats contre la ségrégation, les discriminations et le mépris, a fini par gravir les sommets de la hiérarchie politique, militaire, administrative et même financière, constitue à présent une massa électorale qui ne peut être négligée par aucun camp. Le voyage de l'ancien président Bill Clinton, qui a sillonné les capitales africaines, assurant le spectacle et participant au folklore, poursuivait d'abord un objectif de conquête électorale à vocation interne. D'ailleurs, les grandes déclarations n'ont pas été traduites en actes.

Warren Christopher, ministre des Affaires étrangères sous la présidence Clinton, avait parfaitement résumé le point de vue américain en dénonçant la position dominante de certaines nations européennes et de leurs entreprises sur le sol africain : pourquoi laisser tout le pétrole angolais à TotalFinaElf ? Les Etats-Unis s'intéressent moins aux Africains qu'à leurs ressources. Ils se placent en Afrique comme concurrents des Européens dans la processus de mondialisation.

La France tend à se désengager progressivement de l'aide au développement, et sa politique à l'égard des pays d'Afrique subsaharienne semble glisser vers un soutien aux entreprises installées sur le continent à l'image de la tradition anglo-saxonne dans les relations avec les anciennes colonies de l'Empire britannique. Que faut-il penser de la réforme de la coopération, et comment les Africains, dirigeants comme simples citoyens, considèrent-ils la France ?

La réforme de la coopération française est issue d'un constat établi sur l'ensemble des critiques adressées à la politique africaine que Paris a menée depuis la décolonisation : le jeu trouble en matière de politique interne, le soutien aux dictateurs, le paternalisme politique et économique. Pourquoi l'Afrique bénéficiait-elle d'un statut spécial, dont les relations étaient traitées par le Ministère de la Coopération ? Encore un reflet du paternalisme français, puisque les relations avec les autres pays, relèvent du Ministère des Affaires étrangères.

La réforme de la coopération et le désengagement progressif de l'Etat, sont emprunts de mauvaise conscience et guidés par une volonté de trouver une situation intermédiaire entre la sauvegarde de l'intérêt propre et de la coopération. Mais cette politique se cherche encore, et les contours ne sont pas bien définis à l'heure actuelle. Concrètement, elle aboutit à défendre en premier lieu les avantages économiques détenus en Afrique par des multinationales.

En ce sens, la politique africaine de la France tend à l'américanisation tant dans ses objectifs que dans ses principes.

En matière de politique étrangère, ce processus de désengagement politique tend à conférer une plus grande liberté, une plus grande marge de manœuvre aux dirigeants africains pour choisir leurs orientations. Et pourtant, de nombreux chefs d'Etat se plaignent de cette situation et continuent à quémander la bénédiction élyséenne dans la conduite de leur politique extérieure. Si la période Foccart est bel et bien achevée, les dirigeants africains ont beaucoup de mal à le réaliser, et surtout à inventer une autre façon de gérer les affaires de leur pays autrement que par le passé.

L'homme de la rue, lui, n'entretient pas les mêmes relations avec la France que leurs dirigeants. Aujourd'hui, la France est plutôt mal perçue, bien sûr parce qu'elle est la plus proche, mais aussi parce que la domination américaine lointaine fait rêver.

Pays colonisateur qui a tiré d'énormes bénéfices des ressources et du labour africains, puissance incontournable qui a continué à gérer et façonner les indépendances, moteur de l'harmonisation européenne dont les industries ont puisé dans le réservoir de main-d'œuvre du continent africain quand besoin était, voilà qu'à présent la poussée démographique effraie la France et qu'elle se raidit à la vue des migrations, qu'elle ferme ses portes et durcit sa politique de visas. L'ensemble aboutit à une crise d'identification par rapport au reste du monde, et les regards se tournent outre-Atlantique. De surcroît, la main-mise des entreprises françaises sur les ressources de leurs pays agacent et dérangent les Africains. En fait, la France commence à colporter l'image que les Etats-Unis peuvent avoir à certains endroits où ils sont plus impliqués.

La reprise d'Air Afrique par la Compagnie Air France en est une parfaite illustration. Pour ceux des Africains qui ne connaissent pas toute l'affaire, en particulier la gestion désastreuse et les malversations des dirigeants africains successifs, le mastodonte français a littéralement écrasé la fourmi africaine pour en récupérer les droits de trafic et reprendre à son compte les lignes les plus rentables. Pourtant, les passagers d'Air France à destination du sud du Sahara ne disposent pas à bord de la presse africaine, signe d'un manque d'attention et d'égards vis-à-vis des Africains. Même s'il faut reconnaître ses propres torts, l'Afrique est en deuil d'un de ses symboles, d'un flambeau – et ils ne sont pas si nombreux – qui portait le continent hors de ses frontières.

À l'heure où la régionalisation de l'Afrique apparaît comme une nécessité pour s'inscrire dans la mondialisation, quelles sont les unités qui semblent les mieux à même de réussir le jeu de l'unification et de l'harmonisation en termes d'efficacité ?

Il ne faut sous-estimer aucun des regroupements d'Etats africains. Certains ont obtenu des résultats tout à fait méritoires : l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) a œuvré efficacement en faveur de l'indépendance de pays comme l'Angola mais également dans la lutte contre l'Apartheid en Afrique du Sud. Elle a essuyé des échecs aussi, avec les résultats très décevants du plan d'action de Lagos, mais elle a surtout permis de prendre conscience de la nécessité fondamentale d'opérer par regroupements régionaux. La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) fonctionne plutôt bien et se construit par étapes. La SADEC (*Southern African Development Community*) aussi se trouve dans une phase résolument ascendante, produisant un impact indéniable sur la vie politique des Etats membres.

L'Afrique qui se sent de plus en plus abandonnée dans les processus de mondialisation et de globalisation des échanges, ne peut que se regrouper, par affinités et de manière sectorielle, afin de réduire les disparités, d'atténuer les divergences et d'arbitrer les conflits.

Les pays occidentaux ont en très large majorité pris conscience de cette nécessité de construction commune parce qu'il n'est plus possible d'agir et de réussir seul. A plus forte raison, les pays africains doivent s'inspirer de ces exemples pour mettre en place leurs propres politiques communes au sein d'unités régionales. Celles-ci s'appuieront naturellement sur des pôles de développement, des réussites individuelles qui serviront de moteurs, de locomotives régionales, à condition de ne pas étouffer leurs partenaires et de faire taire les rivalités.

En définitive, les premiers succès des organisations régionales africaines incitent à l'optimisme, à condition que ces initiatives s'inscrivent dans la durée. Les Africains se doivent de saisir ces opportunités et de les faire prospérer, pour eux-mêmes.

Quel rôle les NTIC peuvent-elles espérer jouer pour le développement de l'Afrique ? Croyez-vous que les nouvelles technologies et l'accès aux réseaux puissent aider l'Afrique à dépasser une industrialisation confisquée ou hypothéquée, pour entrer directement dans une société de services ?

La problématique des NTIC en Afrique se heurte aux limites et aux barrières du sous-développement : il n'a pas ou peu de réseaux, un accès limité pour les connexions, l'absence d'interconnexions. Dans ces conditions, c'est l'environnement

adéquat qui fait défaut. Pour le moment, il est utopique de croire que c'est en augmentant le parc informatique et en élargissant l'accès à Internet, que l'Afrique se développera de manière à rattraper de trop nombreux retards.

Les populations ont des besoins tout autre. Une des préoccupations essentielles consiste davantage à pouvoir disposer d'infrastructures primaires dans des conditions de sécurité acceptables. En effet, non seulement le réseau routier est extrêmement limité mais il n'est pas convenablement entretenu, et de surcroît, les principales voies de communication ne sont pas sûrs. Cela concerne tous les acteurs de la vie économique, agriculteurs, artisans, commerçants, etc. Il en va de même en matière sanitaire : il faut parfois des heures, des jours mêmes pour atteindre un dispensaire, et encore, sans certitude de trouver les médicaments de base en quantité suffisante. Il s'agit de régler les besoins vitaux qui nécessitent des infrastructures de base, gérer par une administration saine.

Les premières réformes doivent être structurelles et consacrées aux infrastructures et au renforcement de la sécurité intérieure. Evidemment, tout est lié : la sécurité ne peut être établie dans des pays où les structures de l'Etat sont en déliquescence, les représentants de l'ordre des fonctionnaires impayés. La libre circulation à l'intérieur de ses propres frontières constitue une étape essentielle dans le développement de toute société moderne, ce qui se vérifierait en Afrique si les réformes et les transformations nécessaires étaient menées à bien.

L'économie informelle dans les pays d'Afrique subsaharienne peut-elle jouer un rôle de levier pour le développement ?

L'économie informelle se nourrit de procédés de survie. L'objectif ne peut être à terme que celui d'une économie organisée, structurée, budgétisée, alors que la situation actuelle souffre de l'aléatoire, de l'amateurisme et de l'opacité dans la gestion des comptes publics. Ainsi, il ne faut pas encourager l'économie informelle, mais l'accepter pour l'intégrer progressivement dans les circuits formels de l'économie nationale, en régulant les mécanismes par dosage délicat afin de ne pas asphyxier une réalité socio-économique.

L'actualité récente a rappelé à l'Occident les relations étroites qu'entretiennent plusieurs pays africains avec les réseaux de l'Islam intégriste : quelle est la place de l'Islam en Afrique subsaharienne ?

L'Islam est une religion du nord de l'Afrique qui a traversé le Sahara et englobe une très large partie de la bande saharienne. L'est

du continent, de la Corne jusqu'en Tanzanie, est également fortement peuplé de musulmans. Et puis, l'Afrique du Sud a reçu des éléments parmi les plus virulents. Quelques années en arrière, les différences culturelles entre les peuples arabes, berceau de l'Islam, et les populations africaines, auraient incité à limiter les craintes quant à la radicalisation des mouvances africaines de l'Islam. Car le problème est culturel, et c'est la culture arabe qui tend à mélanger la politique et le religieux, qui sont prêts à sacrifier leur vie pour assassiner le commandant Massoud ou mener l'activisme terroriste jusqu'à massacrer leurs propres frères musulmans lors d'attentats contre les intérêts américains en Afrique.

Pour leur part, les Africains ne sont pas aussi violents et radicaux. L'ancien président¹ Léopold Sédor Senghor, catholique marié à une Française, a mené la destinée d'un pays très majoritairement musulman, sans que cela n'ait jamais été un sujet de discorde sur le plan politique au Sénégal. Son successeur immédiat, Abdou Diouf², était un musulman marié à une Française de confession catholique, à qui il n'a pas demandé de se convertir. L'Afrique noire, quand elle n'est pas manipulée par d'autres, tend à une plus grande ouverture d'esprit face aux convictions spirituelles : c'est un fait culturel.

Malheureusement, depuis peu, des pays comme l'Arabie Saoudite financent des groupes actifs de prosélytisme religieux, de même que Kadhafi lors de son excursion en territoire subsaharien haranguait la foule des stades en leur martelant un discours politico-religieux de grandeur et de supériorité.

Les moyens considérables dont disposent les islamistes arabes, conjugué aux faiblesses de la structure étatique des pays d'Afrique, leur permettent d'infiltrer puis de manipuler les hauts dignitaires au point de faire décréter par certains la *Charia*, comme au Nigeria devenu un Etat religieux.

Dans des pays très chrétiens comme le Burundi ou le Rwanda, plusieurs mosquées ont été construites sans aucun rapport avec le nombre de musulmans pratiquants. Les Saoudiens ont érigé quatre mosquées à Bujumbura, pourtant majoritairement chrétienne, en contrepartie du versement d'une aide financière substantielle pour d'autres projets. Nantis d'une telle surcapacité matérielle, les *Imam* se lancent dans une islamisation à outrance, convertissant facilement par l'appât du gain et la position sociale qu'ils procurent.

Depuis les attentats du 11 septembre, à New York, le terrorisme a révélé l'étendue du phénomène de l'Islam

¹ Président de 1960 à 1980.

² Président du Sénégal de 1981 à 2000.

fondamentaliste et la complexité du maillage qu'il présente. Pourtant, l'Islam a déjà provoqué des conflits en Afrique, et de très nombreux noirs ont été massacrés au nom d'un Islam radical. L'Occident n'a pas réagi, sauf quelques protestations, sans force ni conviction. Au Soudan, par exemple, les chrétiens ont été déportés, affamés et massacrés dans le sud du pays. Le Niger vit actuellement sous perfusion nigériane, qui tend à radicaliser le régime. La situation des femmes se détériore aussi. L'islamisation n'est pas un vain mot pour ceux qui prêchent la Guerre sainte, ce n'est pas une fin en soi mais le moyen de la préparer insidieusement. Le visage de l'Islam en Afrique se fait menaçant : la déliquescence de l'Etat en facilite l'implantation, le marasme économique et la pauvreté accélèrent son expansion. Le cas de l'Afrique du Sud est particulièrement inquiétant, tant les manifestations violentes et aveugles des intégristes se multiplient. Depuis 1998, une cinquantaine d'attentats islamistes ont eu lieu dans les grandes villes sud-africaines, qui entendent affaiblir le régime sous couvert de dénoncer la corruption. En séjournant à Durban, il est frappant de constater que Ben Laden y a financé des missions, au grand jour et sans que personne ne réagisse.

Pour la sécurité des Etats-Unis et de leurs alliés occidentaux, le problème de l'islamisation de l'Afrique requiert une attention particulière, tant les ramifications terroristes risquent de se noyer dans des structures souvent fragiles, parfois d'une précarité proche de l'anarchie. Il sera alors d'autant plus difficile d'apprécier, d'identifier et de surveiller ces réseaux.

L'Afrique ne représentant que 2% du commerce mondial, pensez-vous que cela puisse amortir les conséquences éventuelles des attentats aux Etats-Unis ?

Les retombées des attentats du 11 septembre seront politiques pour l'Afrique. Les Américains savent que leur soutien inconditionnel envers Israël est directement visé. Ils sont au pied du mûr, forcés d'admettre que l'image qu'ils se font d'eux-mêmes, n'est que très minoritairement répandue à travers le monde. Ils vont devoir repenser leurs objectifs de politique extérieure à l'égard de nombreux pays et de zones jusqu'à présent négligés. La lutte contre le terrorisme islamiste ne peut pas être menée seul, de même que la prévention des actions terroristes doit prendre en considération le sort des pays et des populations les plus déshérités, ces situations insoutenables, ces déséquilibres sur lesquelles les fondamentalistes bâtissent leurs sanctuaires et échafaudent leurs basses œuvres.